

Réponse d'Enedis à la consultation publique du 15 février 2018 relative à la prise en compte de l'autoconsommation dans la structure du TURPE HTA-BT et des tarifs réglementés de vente

Les circuits courts se sont fortement développés ces dernières années dans les secteurs agricoles et agroalimentaires. Pour l'énergie, 87 % des personnes interrogées¹ se disent prêtes à faire évoluer leurs habitudes de consommation pour les adapter à la production locale - vent, soleil...

A fin 2017, Enedis recensait près de 20.000 autoconsommateurs et constatait que plus de la moitié des nouvelles installations de production photovoltaïques qui demandaient un raccordement au réseau concernent des autoconsommateurs.

Comment expliquer ce soudain engouement ? A moyen long terme, va-t-il s'amplifier ou bien atteindre un maximum ? Et, surtout, à quelles conditions pourrait-il apporter une contribution positive à la transition énergétique sont les questions clés qui se posent à Enedis, opérateur de réseau responsable de 95% du service public de distribution en France

L'autoconsommation : une tendance appelée à se développer fortement ?

Le premier facteur à examiner est technologique. Or, le coût des équipements photovoltaïques a été divisé par cinq depuis 2007 et leur fiabilité s'est améliorée. L'Ademe estime que les coûts de fabrication et installation se réduiront encore de 35% d'ici 2025.



Le deuxième facteur est politique. Les objectifs de la LTECV conduisent à une puissance photovoltaïque installée de 25 à 30 GW en 2025 et de 40 à 60 GW en 2035 contre moins de 8 GW au total aujourd'hui. L'écart est tel que tous les vecteurs de développement de la filière doivent être examinés. Le développement de l'autoconsommation au moindre coût global pour la collectivité est l'un de ceux-ci.

Enfin, il existe une dimension sociétale car l'autoconsommation renvoie à un imaginaire où chacun produirait l'électricité qu'il consomme, en l'occurrence renouvelable et n'aurait plus besoin du réseau pour lui apporter du courant produit « on ne sait où » et par « on ne sait qui ». C'est cette dimension qui a conduit les experts du groupe de réflexion piloté par la DGEC en 2014 à distinguer les concepts d'autoconsommation et d'autoproduction : le premier consistant à consommer soi-même la plus grande partie de sa production et le second à produire soi-même la plus grande partie de ses besoins.

L'avenir dépend donc d'une combinaison de facteurs qu'Enedis encadre par **deux scénarios : « développement soutenu » et « développement massif »**.

Tous deux supposent, à horizon 2035, une capacité maximale installable en photovoltaïque de 83GW en BT et de 48 GW en HTA. Ils se distinguent par des taux de développements différents : entre 21% et 42% des clients. Ils conduisent à **des volumes d'électricité autoconsommés compris entre 20 et 40 TWh à horizon 2035**, soit 5 à 10% de l'énergie acheminée par Enedis aujourd'hui.

D'ici 2035, la dynamique dépendra des mécanismes mis en place par les pouvoirs publics car, la comparaison entre le coût de production actuel d'un système PV domestique et le prix de vente de l'électricité au consommateur final² est, encore aujourd'hui, supérieur de près de 35% ; ceci contrairement à un pays comme l'Allemagne où le prix de vente de l'électricité est deux fois supérieur au prix français.

¹ Etude IFOP pour Synopia - janvier 2017

² 170 € / MWh TTC pour un client français de 3,5 MWh – source Eurostat 2017



Enedis facilitateur de la transition énergétique

Dès 2015, en cohérence avec sa mission de service public et le cadre réglementaire organisant le marché de l'électricité français, Enedis s'est fixé d'accompagner les autoconsommateurs avec un cahier des charges. Il promet que chaque consommateur :

- se voit affecter à chaque instant sa part de production locale ;
- puisse être alimenté en électricité, même en absence de production locale ;
- puisse valoriser le surplus de production non consommé ;
- profite d'une alimentation en électricité de qualité ;
- dispose de données fiables, sûres, certifiées par le distributeur ;
- garde la liberté de choisir son fournisseur d'électricité de complément.

Depuis 2016, pour l'**autoconsommation individuelle** :

- l'adoption du compteur communicant Linky qui mesure à la fois l'énergie livrée par le réseau et le surplus de production, a permis une réduction du coût de raccordement de 600€ en moyenne ;
- la dématérialisation du processus contractuel de raccordement des clients en autoconsommation complète permet une mise en service des installations en 15 jours calendaires.

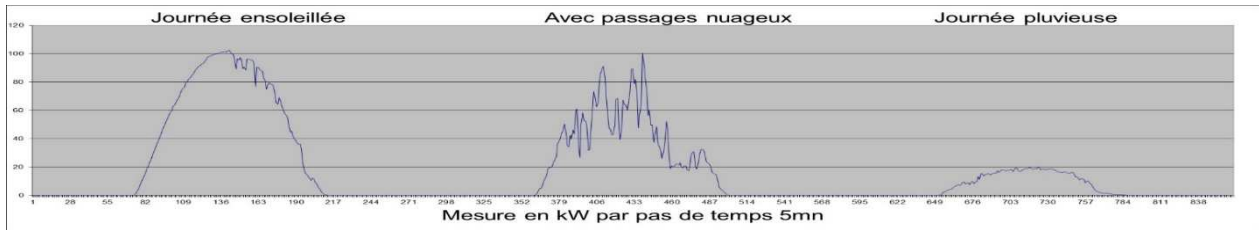


A l'avenir, les fournisseurs pourront inclure l'accès au réseau en injection dans leur contrat avec leurs clients autoconsommateurs qui le souhaitent. Ainsi, l'autoconsommateur n'aura plus qu'un seul contrat.

Depuis juillet 2016, un cadre juridique permet l'**autoconsommation collective**. Des clients particuliers et des professionnels, alimentés par le même poste de distribution, peuvent se rassembler pour partager une production locale. Des projets ont été lancés en 2017 [Bordeaux, Perpignan]. Ils mettent en exergue le rôle central de la personne morale (syndic, OPHLM, fournisseur d'électricité...) qui met d'accord entre eux les clients sur la façon de partager.

Enedis facilite ces opérations en mettant à disposition une solution technique de partage des données qui utilise les compteurs communicants (Linky et PME-PMI)³ et en concevant un contrat type. Les comparaisons européennes montrent que cette offre est « pionnière ». Certains distributeurs européens préparent également des services de même nature parfois complétés d'autres services : optimisation de la taille et de l'implantation de la production à installer, prévision des flux ou, gestion d'une installation de stockage collective.

³ A fin février 2018, tous les clients industriels et tertiaire et 9 millions de clients professionnels et résidentiels bénéficient de compteurs communicants. Les opérations d'autoconsommation collectives sont prioritaires pour le déploiement des compteurs restants à déployer.



L'autoconsommation transforme la relation au réseau

D'un point de vue électrotechnique, il n'y a aucune différence entre une production locale en autoconsommation et une production locale équivalente injectant sur le réseau. Néanmoins, cette question mérite de prendre un peu de hauteur en la replaçant dans la perspective, plus large, de l'évolution du système électrique français.

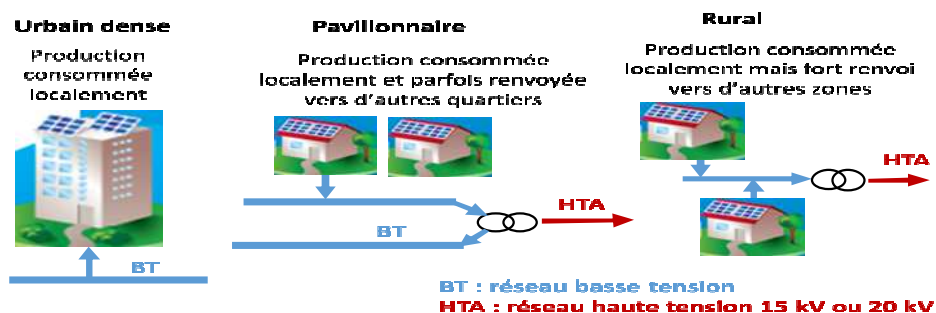
En effet, la baisse possible de la consommation d'électricité et le rapprochement géographique de la production et de la consommation, dessinent les contours d'un modèle technico-économique où les volumes transités vont décroître. Cela donnera progressivement **plus de poids à la composante « puissance »** par rapport à la composante « énergie » dans les services rendus par les réseaux.

Le débat lancé en septembre 2017 par la Commission de Régulation de l'Énergie a ouvert l'opportunité d'une réflexion collective sur le système de demain. Enedis s'y est totalement impliqué et en retire la conviction que **les autoconsommateurs continueront d'utiliser le réseau** mais que les services qu'ils en attendent évolueront.

Avec les services rendus par le réseau, Enedis répond aux attentes des autoconsommateurs pour :

- satisfaire tout ou partie de leur consommation, même si celle-ci a lieu à un moment où leur équipement de production ne le permet pas. La *puissance souscrite* révèle ce besoin d'assurance.
- acheter de l'électricité (soutirage) ou en vendre (injection). L'*énergie acheminée* par période (été, hiver, heures pleines, heures creuses) permet de contractualiser ce besoin.
- Disposer d'une stabilité en tension et en fréquence de l'onde, du fait de la numérisation croissante des usages ; ceci malgré une exposition renforcée aux variations rapides du fait de la production locale (par exemple lors de passages nuageux).
- Pour ceux qui participent à une « opération d'autoconsommation collective », disposer de mesures simultanées et certifiées de la production et de la consommation d'électricité afin d'attribuer à chacun ce qui lui revient. Un *service de données certifiées* le permet.

Du point de vue du réseau, les facteurs clés seront le contexte (urbain, rural), le dimensionnement initial de l'installation de production et la mise en œuvre d'équipements de gestion de l'énergie chez le consommateur.



L'enjeu tarifaire

En premier lieu, l'enjeu de la consultation tarifaire lancée par la CRE est d'**établir une trajectoire de prix lisible et continue** supportant un développement équilibré de l'autoconsommation.

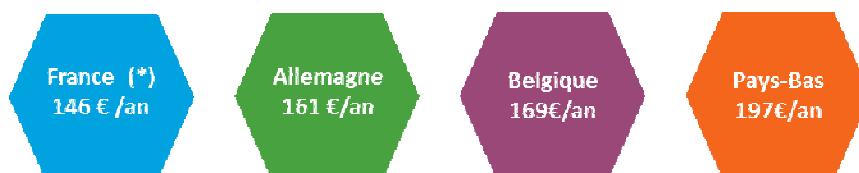
Les comparaisons internationales ont mis en évidence certains écueils à éviter :

- Des subventions masquées, peuvent accroître des inégalités sociales entre les propriétaires de résidence s'équipant en photovoltaïque et les autres, moins aisés (Allemagne, Belgique, Californie, Arizona)
- Des subventions peuvent introduire un biais économique qui entraînent un développement mal maîtrisé de certaines filières ; cela rend ensuite extrêmement compliqué le changement de la régulation par ce que les bénéficiaires des subventions s'y opposeront.
- Réduire la facture réseau au prorata des kWh autoconsommés peut développer de nouveaux usages gourmands en énergie (piscines, climatisation)
- Mesurer le solde de consommation et de production sur une période longue (« net metering ») n'encourage pas la synchronisation instantanée ; ce qui implique d'avantage d'investissements réseau.

La grille tarifaire proposée par la CRE pour l'**autoconsommation individuelle** positionne la France en bas de la fourchette. **Enedis considère que le service rendu a un coût supérieur d'environ 20€** pour le client moyen européen.

Auto-consommateur européen

- 3,5 MWh de consommation
- 6 kVA souscrit
- équipé de 2 kW PV
- 1,3 MWh auto-consommé
- (*) : TURPE 5



Le service d'**autoconsommation collective** est nouveau. La CRE ne disposait donc que de peu de données ni encore des résultats des expérimentations initiées fin 2017. Par ailleurs, hormis pour les Pays-Bas, il n'est pas non plus possible de comparer le prix proposé dans la cadre de la consultation à des cas européens.

En se limitant aux options de structuration tarifaire retenues par la CRE on peut néanmoins faire plusieurs observations :

- le principe du timbre-poste, n'est-il pas fragilisé avec la création de barèmes différents pour les consommations produites localement (soutirages « autoproduits ») et celles alimentées par une production plus lointaine (soutirages « alloproduits ») ?
- La mise en place d'une composante de gestion exclusivement applicable à une opération d'autoconsommation collective est compréhensible. Mais, pourquoi privilégier une majoration pour le consommateur final (+50%) plutôt qu'une facturation à la personne morale au titre du service de données certifiées ?

Au total et **sur ce sujet de l'autoconsommation collective, ne serait-il pas préférable d'envisager une période de transition** ou des régimes dérogatoires provisoires, limités et bien encadrés par le régulateur, qui permettraient à des expérimentations d'aller au bout de leur logique et de fournir les retours d'expérience indispensables à l'élaboration d'un dispositif tarifaire pérenne ?

Réponses aux questions de la consultation publique

Question 1 : Avez-vous des remarques sur les principes et critères retenus par la CRE pour la construction des tarifs de réseau ?

Les principes retenus doivent pouvoir s'appliquer à des clients qui demandent des services différents.

Concernant le **principe du timbre-poste**, il paraît fragilisé avec la création de barèmes différents pour les soutirages dits « autoproduits » et ceux dits « alloproduits ».

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de soutirage payées par les autoconsommateurs individuels? Si non, quelles modifications devraient-elles être apportées?

Enedis avait proposé lors des travaux Turpe 5 que soit impulsée une trajectoire de **rééquilibrage du tarif afin de mieux refléter les coûts de services rendus** ; par exemple en rééquilibrant le part fixe-puissance et variable en contrepartie d'une réduction des prix d'énergie d'acheminement d'été.

En l'absence d'évolution, des biais subsistent. Enedis l'estime pour l'autoconsommation individuelle à 20 € par MWh autoconsommé.

Pour autant, Enedis s'accorde avec la CRE sur le maintien d'une tarification identique des services de puissance garantie et de soutirage d'énergie pour l'ensemble des clients.

Par ailleurs pourrait se poser la question d'une subvention pour favoriser le développement de cette nouvelle forme de consommation. Dans ce cas, Enedis préconise la transparence et donc de **privilégier les aides directes** comme le recommande la CRE dans sa délibération du 15 février 2018.

Question 3 : Quels devraient être selon vous les chantiers prioritaires en vue du TURPE 6, afin de maintenir la capacité du TURPE à refléter les coûts générés par l'ensemble des utilisateurs ?

Le thème de l'autoconsommation illustre la nécessité de travaux novateurs sur les principes et méthodes utilisables pour les tarifs du futur. Pour accompagner la transition énergétique un **nouveau modèle orienté vers l'avenir avec des principes économiques solides, transparents et partagés** devra être défini. Dans cette perspective, Enedis propose de poursuivre la réflexion autour de **quatre chantiers** (voir Figure).

La nécessité de créer une dynamique de travail entre partie prenantes et la profondeur de l'analyse requise impliquent de définir un **programme de travail partagé et jalonné pour les deux ans à venir**.



Question 4 : Etes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de comptage et de gestion payées par les autoconsommateurs individuels? Si non, quelles modifications devraient-elles être apportées?

Enedis avait accueilli favorablement la décision prise pour Turpe 5 par la CRE de simplifier la facturation du Turpe pour les autoconsommateurs.

Depuis TURPE 5, Enedis applique la composante de gestion « autoproducteurs » uniquement aux utilisateurs qui injectent et soutirent au même point de connexion.

Cependant, les coûts de gestion étant du même ordre (contractualisation, appels téléphoniques/réclamations liés à l'exploitation de l'installation, changement de titulaire de contrat...), Enedis considère que la même « composante de gestion des autoproducteurs » peut s'appliquer à tous les autoconsommateurs individuels. Une clarification de la CRE serait la bienvenue.

Question 5 : Etes-vous favorable aux composantes de soutirage proposées par la CRE pour les consommateurs situés en aval d'un même poste HTA/BT et participant à des opérations d'autoconsommation collective ?

Enedis comprend que la CRE a dû définir ces composantes de soutirage par référence au modèle adopté en Turpe 5 pour construire les tarifs. Cette cohérence de méthode, souhaitable en principe, est malaisée en raison des biais de Turpe 5 (voir réponse à la question 2). Ces composantes de soutirage présentent par ailleurs l'inconvénient d'être compliquées en termes de lisibilité et de mise en œuvre.

Enedis préférerait que la CRE envisage une période de transition ou des régimes dérogatoires provisoires, limités et bien encadrés par le régulateur, qui permettraient à des expérimentations d'aller au bout de leur logique et de fournir les retours d'expérience indispensables à l'élaboration du dispositif tarifaire pérenne.

Question 6 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une composante de gestion exclusivement applicable aux participants à une opération d'autoconsommation collective, majorée de 50% par rapport à la composante de gestion d'un utilisateur ne participant pas à cette opération ?

Enedis propose dans un premier temps que **le montant de la composante de gestion soit sans majoration**, égal à celui de la composante de gestion d'un utilisateur standard.

En effet, si Enedis mène des activités spécifiques au bénéfice des clients participant à une opération d'autoconsommation collective, la situation actuelle (très faible nombre d'opérations, dispositif de gestion en cours de mise en place) et les incertitudes sur le développement futur de l'autoconsommation collective ne permettent pas une quantification précise d'une éventuelle majoration.

Par ailleurs, ce niveau de prix ne pénaliserait pas les premières opérations dont les acteurs supportent déjà des coûts d'apprentissage qui leur sont propres ; ceci au bénéfice des futurs participants à des opérations d'autoconsommation collective.

Question 7 : Etes-vous favorable aux modalités de prise en compte de l'autoconsommation individuelle et collective dans les TRV envisagées par la CRE ?

Non pertinent pour Enedis